

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE abaisse ses taux de 25 points

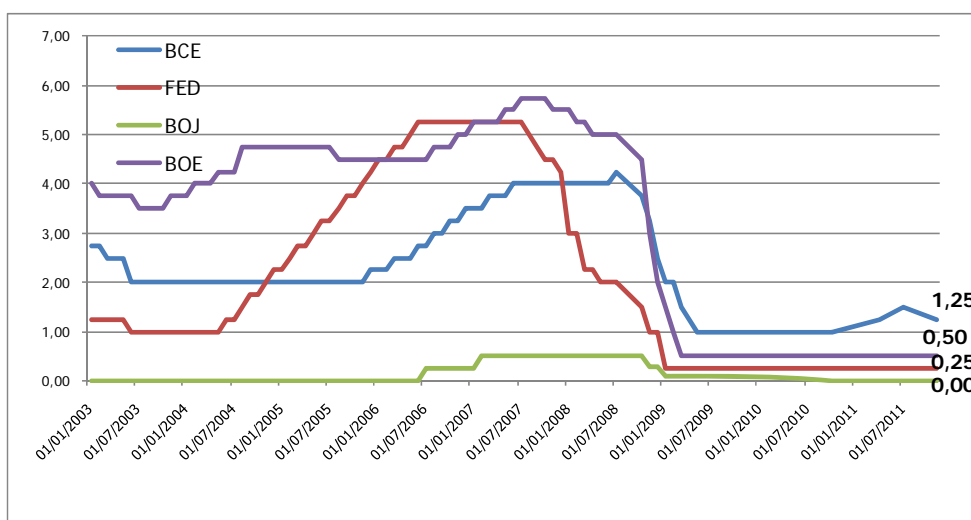
Le 3 novembre 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a abaissé de 25 points de base ses principaux taux directeurs avec effet au 9 novembre 2011 : le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est fixé à 1,25 % ; le taux de la facilité de prêt marginal à 2 % et le taux de la facilité de dépôt à 0,50 %.

Le Président de la BCE observe que «les tensions persistantes sur les marchés financiers devraient freiner le rythme de la croissance économique dans la zone euro au second semestre de cette année et au-delà. L'incertitude entourant les perspectives économiques demeure particulièrement élevée et les risques à la baisse s'intensifient.»

La BCE a également publié le 5 novembre 2011 les conditions d'achats de son nouveau programme d'obligations sécurisées de 40 milliards d'euros jusqu'en octobre 2012 qui avait été annoncé le 6 octobre 2011. Il portera sur des émissions d'obligations d'un volume minimum de 300 millions d'euros, émises sur le marché primaire ou secondaire et bénéficiant d'une notation au moins égale à BBB- ou équivalente attribuée par au moins l'une des principales agences de notation.

La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 2 novembre 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans son communiqué, la Fed observe que la croissance économique devrait se poursuivre à un rythme plus modéré au cours des prochains trimestres. Elle a également abaissé ses perspectives de croissance pour 2012.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 780 500 fin septembre 2011, soit une hausse de 0,9 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 26 000 personnes). Sur un an, il croît de 3 % (+ 0,9 % pour les hommes et + 5,4 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 14,3 %.

Très légère hausse du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 10,2 % en septembre 2011, en hausse de 0,1 % par rapport à août. Il était de 10,1 % en septembre 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 9,7 % en septembre 2011. Il était de 9,6 % en septembre 2010.

Inflation

Baisse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,1 % sur un mois en septembre 2011 ; sur un an, il croît de 2,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,1 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 3 % en octobre 2011, stable par rapport à septembre.

Asie/Pacifique

Le Japon dégage un excédent commercial

En septembre 2011, la production industrielle du Japon a reculé 4 %. Les prix à la consommation hors alimentation ont augmenté de 0,2 % sur un an en septembre tirés par les prix de l'énergie et baissés de 0,4 % en les excluant. Le taux de chômage est estimé à 4,1 % contre 4,3 % en août. En septembre 2011, les exportations ont augmenté de 2,3 % sur un an. Les importations, pour leur part, progressent de 12,1 %. L'excédent commercial s'élève à 2,9 milliards d'euros.

Le 3 novembre 2011, les autorités japonaises sont intervenues tout comme au mois d'août de manière unilatérale sur le marché de changes pour limiter la hausse du yen.

Ralentissement de la croissance du PIB chinois au troisième trimestre 2011

Le PIB chinois a cru de 9,1 % au troisième trimestre 2011 en rythme annuel, contre 9,5 % au deuxième trimestre et 9,7 % au premier trimestre. En septembre 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 6,1 % en rythme annuel contre 6,2 % en août. La production industrielle a progressé de 13,8 % sur un an en septembre contre 13,5 % en août. En septembre, les exportations sont en hausse de 17,1 % et les importations de 20,9 %. L'excédent commercial atteint 14,5 milliards de dollars.

Comité interministériel de l'outre-mer

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration ainsi que la ministre chargée de l'outre-mer, ont présenté en Conseil des ministres du 26 octobre 2011 un bilan de l'action du Comité interministériel de l'outre-mer (CIOM), près de deux ans après sa création. Sur les 137 mesures listées par le Comité de novembre 2009, 90 % sont réalisées ou en cours de l'être. Le ministre de l'intérieur a mis l'accent sur les efforts intervenus en matière de sécurité. La ministre chargée de l'outre-mer a notamment fait le point sur les évolutions institutionnelles de la législation.

Le document est disponible sur : <http://www.outre-mer.gouv.fr>

Lutte contre le blanchiment de capitaux

FATF-GAFI

Au cours de la réunion plénière des 27 et 28 octobre 2011 à Paris, le GAFI a pris de nouvelles mesures pour protéger le système financier international. Il a également publié deux documents relatifs aux juridictions susceptibles de présenter un risque pour le système financier international en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme : « Déclaration publique du GAFI » et « Améliorer la conformité des normes LB/FT ». Ces documents sont disponibles en téléchargement sur : <http://www.fatf-gafi.org>

Actualité bancaire

IEOM

A la suite des décisions de la BCE d'abaissement de taux, la facilité de prêt marginal et l'escompte de chèques ont été abaissés de 25 points de base respectivement à 2 %.

Code de la consommation

L'ordonnance n° 2011-1327 du 20 octobre 2011 prise sur le fondement de la loi du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière a été publiée au Journal Officiel de la République du 21 octobre 2011. Elle porte extension et adaptation des dispositions relatives au crédit immobilier et au prêt viager hypothécaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ainsi que la fourniture des services financiers à distance dans ces collectivités et à Wallis-et-Futuna.

Directive européenne sur les marchés d'instruments financiers

Le 20 octobre 2011, la Commission européenne a présenté des propositions de révision de la directive sur les marchés d'instruments financiers. Cette révision vise à se conformer les décisions du G20 (Pittsburg 2009) sur la nécessité d'améliorer la transparence des marchés moins réglementés y compris les marchés de dérivés de matières premières et de lutter contre la volatilité excessive. Les propositions permettront de rendre les marchés plus solides et plus efficaces, plus résilients et renforceront la protection des investisseurs. Elles prévoient notamment la création d'un label spécifique pour les marchés destinés au financement des PME. Ce cadre renforce les pouvoirs de surveillance des autorités de régulation et établit des règles de fonctionnement claires pour toutes les activités de négociation notamment les marchés de dérivés sur matières premières. La proposition a été transmise au Parlement et au Conseil pour négociation et adoption.

Publications de l'IEOM

Balance des paiements 2010 de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française

Les rapports annuels 2010 des balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française ainsi que la synthèse publiée sous forme de note expresse (n° 48) sont disponibles en téléchargement, et gratuitement, sur notre site Internet : www.ieom.fr

Autres Publications

Union européenne : l'Union européenne a publié un code de bonne conduite à l'intention des institutions de microfinance.

Le document est disponible en anglais sur :

http://ec.europa.eu/regional_policy/thefunds/instruments/jasmine_cgc_en.cfm

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

Le Japon dégage à nouveau un excédent commercial

En septembre 2011, la production industrielle du Japon a reculé de 4 %. À la même date, les prix à la consommation hors alimentation ont augmenté de 0,2 % sur un an, tirés par les prix de l'énergie, et baissés de 0,4 % en les excluant. Le taux de chômage est estimé à 4,1 % contre 4,3 % en août. En septembre, les exportations ont augmenté de 2,3 % sur un an. Les importations, pour leur part, progressent de 12,1 %. L'excédent commercial s'élève à 2,9 milliards d'euros.

Le 3 novembre, les autorités japonaises sont intervenues, tout comme au mois d'août, de manière unilatérale, sur le marché de changes pour limiter la hausse du yen.

Ralentissement de la croissance du PIB chinois au troisième trimestre 2011

Le PIB chinois a crû de 9,1 % au troisième trimestre 2011 en rythme annuel, contre 9,5 % au deuxième trimestre et 9,7 % au premier trimestre. En septembre, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 6,1 % en rythme annuel, contre 6,2 % en août. La production industrielle a progressé de 13,8 % sur un an en septembre contre 13,5 % en août. En septembre, les exportations sont en hausse de 17,1 % et les importations de 20,9 %. L'excédent commercial atteint 14,5 milliards de dollars.

La banque centrale australienne baisse son taux directeur d'un quart de point

Pour la première fois depuis plus de deux ans, la banque centrale australienne (RBA) a décidé d'abaisser son taux directeur d'un quart de point, à 4,5 %, pour maintenir l'objectif d'un taux d'inflation compris entre 2 % et 3 %. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,6 % au 3^e trimestre 2011 (+3,5 % sur un an), après 0,9 % au 2^e trimestre (+3,6 % sur un an). La hausse de l'indice provient essentiellement de l'augmentation des prix du poste « logement », en raison de la révision semestrielle des prix de l'électricité (+7,8 %) et de l'eau (+8,6 %). Le Fonds Monétaire International (FMI) a présenté, le 6 octobre, ses conclusions sur la situation économique de l'Australie. La croissance de ce pays bénéficie de la reprise des exportations de matières premières vers l'Asie, en particulier vers la Chine. Dans ce contexte, le FMI recommande au gouvernement australien de mener à bien les réformes fiscales afin de faire face notamment au vieillissement de sa population au cours des prochaines années.

La banque centrale néo-zélandaise maintient son taux directeur

Au 3^e trimestre 2011, l'indice des prix à la consommation est en hausse de 0,4 %, après une progression de 1,0 % au 2^e trimestre. Cette hausse est tirée par les prix des produits alimentaires (+1,7 %). Le gouvernement néo-zélandais a présenté, le 14 octobre, un point sur la situation économique de la région de Canterbury touchée par deux puissants séismes en septembre 2010 et février 2011. Les échanges commerciaux de la zone repartent à la hausse, tandis que l'activité manufacturière progresse à un rythme supérieur aux autres régions. De plus, les offres d'emplois sont nombreuses en raison de la forte demande des employeurs des secteurs de la construction, de l'ingénierie et des transports. La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 27 octobre, de maintenir son taux directeur à 2,5 %.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Communiqué de presse IEOM/AMF sur les activités de la société SECURCORP en Nouvelle-Calédonie

Dans un communiqué de presse publié conjointement le 27 octobre (disponible sur www.ieom.fr et www.amf-france.org), l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'IEOM ont mis en garde l'attention du public contre les activités exercées et les produits financiers commercialisés en Nouvelle-Calédonie par la société SECURCORP LIMITED, dont le siège social est situé en Australie.

De manière générale, les deux institutions invitent le public à toujours vérifier que l'intermédiaire financier qui propose des investissements financiers figure bien sur la liste des établissements financiers autorisés à exercer en France (<https://www.regafi.fr>) et rappellent qu'aucun discours commercial ne doit faire oublier qu'il n'existe pas de rendement élevé sans risque élevé.

Signature des conventions relatives au transfert de l'enseignement au territoire

Cinq conventions relatives aux transferts de compétences de l'enseignement public du second degré, de l'enseignement privé et du Centre de documentation pédagogique (CDP) ont été signées, le 18 octobre, entre le président du gouvernement calédonien et le Haut-commissaire de la République. Le transfert des compétences de l'enseignement secondaire public et de l'enseignement privé, adopté par le Congrès le 30 novembre 2009, sera effectif au 1^{er} janvier 2012. Les conventions prévoient notamment une mise à disposition globale, gratuite et provisoire des personnels rémunérés par l'État.

Signature du préambule de la Commission spéciale pour l'élaboration et le suivi d'accords économiques et sociaux

La Commission spéciale pour l'élaboration et le suivi d'accords économiques et sociaux, mise en place par une délibération du 1^{er} septembre 2011, a signé le 12 octobre un préambule qui résume les principales mesures à mettre en oeuvre afin de réduire les inégalités, améliorer le pouvoir d'achat et favoriser l'accès à l'emploi. Le préambule évoque, entre autres, le renforcement des moyens des services publics en charge de la régulation et du contrôle de l'économie, la création d'un impôt sur les plus-values immobilières et la mise en place d'un observatoire des prix et des marges.

Regroupement des trois cliniques de Nouméa

Le processus de regroupement des cliniques Magnin, de la Baie des Citrons et de l'Anse Vata sur un seul site à Nouville, a été officialisé par la décision de créer une société en charge du projet. D'un montant estimé entre 10 et 13 milliards de FCFP et financée par la Caisse des Dépôts et Consignations, les cliniques concernées et un investisseur privé, la future structure devrait compter 240 lits et un centre de soins de suite et de rééducation fonctionnelle.

Comité stratégique industriel

Le Comité stratégique industriel s'est réuni le 14 octobre pour présenter un état d'avancement des travaux portant sur la réalisation d'un Schéma industriel du secteur du nickel. Ce document, dont l'élaboration avait été actée lors du VIII^{ème} Comité des signataires de juin 2010, doit permettre de coordonner l'exploitation et la valorisation des ressources et de définir les participations publiques dans les sociétés d'exploitation, ainsi que les retombées locales de l'activité minière. Les principales orientations stratégiques devraient être soumises à l'approbation du Comité en décembre pour une adoption du Schéma en 2012.

Réunion entre le gouvernement et les collectifs des usagers d'Air Calédonie

Le 26 octobre, le gouvernement calédonien a présenté aux collectifs des usagers d'Air Calédonie les mesures envisagées concernant la tarification, les conditions d'exploitation de la compagnie aérienne et l'amélioration des services à la clientèle. Ainsi, les dispositifs présentés prévoient de nouvelles tarifications pour les résidents des Îles et du Nord et les personnes bénéficiaires de l'Aide médicale gratuite. La signature d'un accord entre les différentes parties est intervenue, le 9 novembre, à Lifou.

Raccordement des communes du Nord au réseau électrique

Le 13 novembre, Enercal a procédé à la mise en service de la ligne moyenne tension réalisée entre Koumac et Poum. Cette opération constitue la première étape du programme de développement du réseau électrique général sur cinq communes de la Province Nord. Au final, 80 kilomètres de lignes moyenne tension devraient être installés d'ici la fin de l'année 2013 pour raccorder 1 400 foyers au réseau de distribution.

Accord entre le Secrétariat de la Communauté du Pacifique Sud et l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud

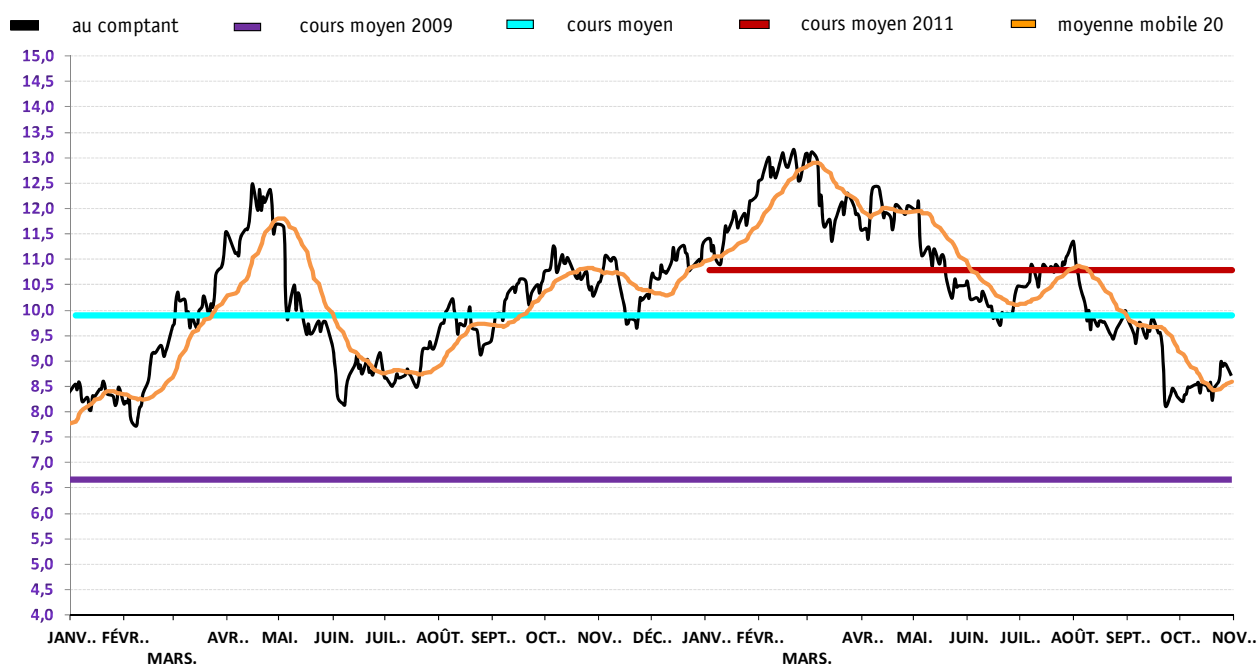
Le 3 novembre, le Secrétariat de la Communauté du Pacifique Sud (CPS) et l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) ont signé un partenariat pour renforcer leur coopération en matière de tourisme. Les deux organisations s'engagent à élaborer des programmes conjoints liés, entre autres, aux infrastructures et à l'environnement.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			oct.-11	102,2	0,0%	2,3%
Nombre de demandeurs d'emploi			sept.-11	6 598	-4,1%	-5,5%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	sept.-11	12 024	-6,7%	11,3%	
	cumulées	sept.-11	107 958	-	12,8%	
Importations	mensuelles	sept.-11	29 754	-2,5%	-25,1%	
	cumulées	sept.-11	240 976	-	15,1%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			oct.-11	8,56	-7,4%	-20,7%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			oct.-11	744,43	-7,3%	-19,7%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	sept.-11	577	40,7%	66,3%	
	cumulées	sept.-11	3 040	-	-1,8%	
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	sept.-11	4 825	-20,6%	4,2%	
	cumulées	sept.-11	44 155	-	6,2%	
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels	sept.-11	10 152	-23,1%	2,7%	
	cumulés	sept.-11	77 705	-	14,3%	
• Nuitées	mensuels	août-11	62 358	11,3%	46,8%	
	cumulés	août-11	419 349	-	24,1%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa			août-11	65,90%	+ 8,7 pts	+ 10,1 pts
• Croisiéristes			sept.-11	159 573	-	20,7%
BTP						
• Ventés totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	oct.-11	11 930	-10,4%	-14,0%	
	cumulées	oct.-11	124 057	-	-8,0%	
• Index BT 21 (p)			oct.-11	139,20	0,0%	4,4%
• IRL (p)			oct.-11	113,31	0,3%	4,0%
CREVETTES						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-11	14	-68,8%	-	
	cumulées	oct.-11	699	-	-5,1%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-11	21	-61,8%	-	
	cumulées	oct.-11	1 001	-	-1,0%	
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-11	570	-26,1%	3,4%	
	cumulées	sept.-11	5 728	-	4,7%	

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



2010

2011

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	sept.-09	sept.-10	sept.-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	12 900	13 659	14 809	5,9%	8,4%
Dépôts à vue	185 121	218 384	229 322	18,0%	5,0%
Total M1	198 021	232 043	244 131	17,2%	5,2%
M2-M1	86 671	90 541	99 747	4,5%	10,2%
Total M3	428 998	493 461	521 091	15,0%	5,6%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-09	juin-10	juin-11	var 10/09	var 11/10
Entreprises	363 987	388 969	409 555	6,9%	5,3%
Ménages	312 299	343 803	371 959	10,1%	8,2%
Collectivités locales	34 731	46 589	47 887	34,1%	2,8%
Autres agents de CCB non ventilés	9 615	11 228	14 333	16,8%	27,7%
Total encours sain	720 632	790 590	843 732	9,7%	6,7%
Créances douteuses brutes	14 609	15 898	18 769	8,8%	18,1%
Total encours brut	735 241	806 488	862 501	9,7%	6,9%

Interdits bancaires

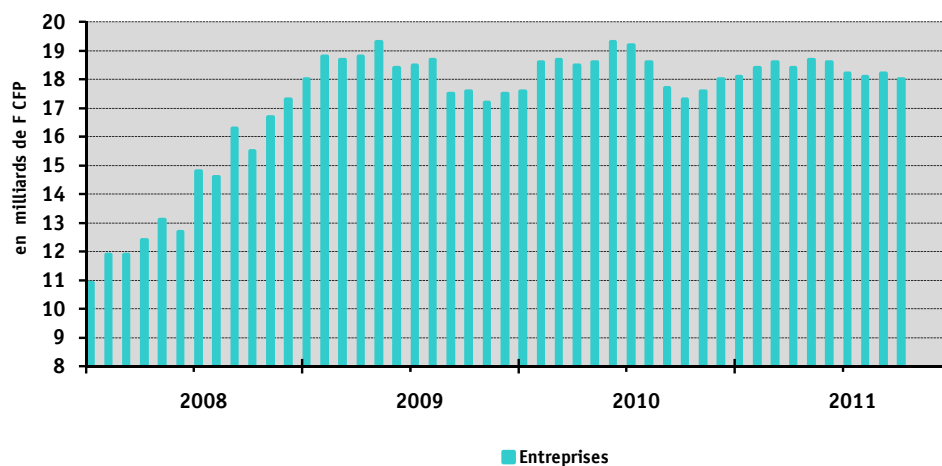
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	oct.-11	6 295	0,5%	0,0%
	dont personnes physiques	oct.-11	5 596	0,7%	-0,2%
	dont personnes morales	oct.-11	699	-0,4%	1,2%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	oct.-11	14 094	1,1%	81,3%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	oct.-11	4 098	1,9%	25,2%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	oct.-11	18,0	-0,9%	3,9%



Supplément – Evolutions des principaux taux des crédits sur la place

Les conditions débitrices offertes par les établissements de crédit locaux ont suivi la tendance métropolitaine, tout en restant généralement supérieures à celles offertes par leurs confrères métropolitains. Cette situation traduit notamment le fait que le secteur bancaire calédonien est soumis à des coûts d'exploitation et de refinancement plus élevés qu'en métropole.

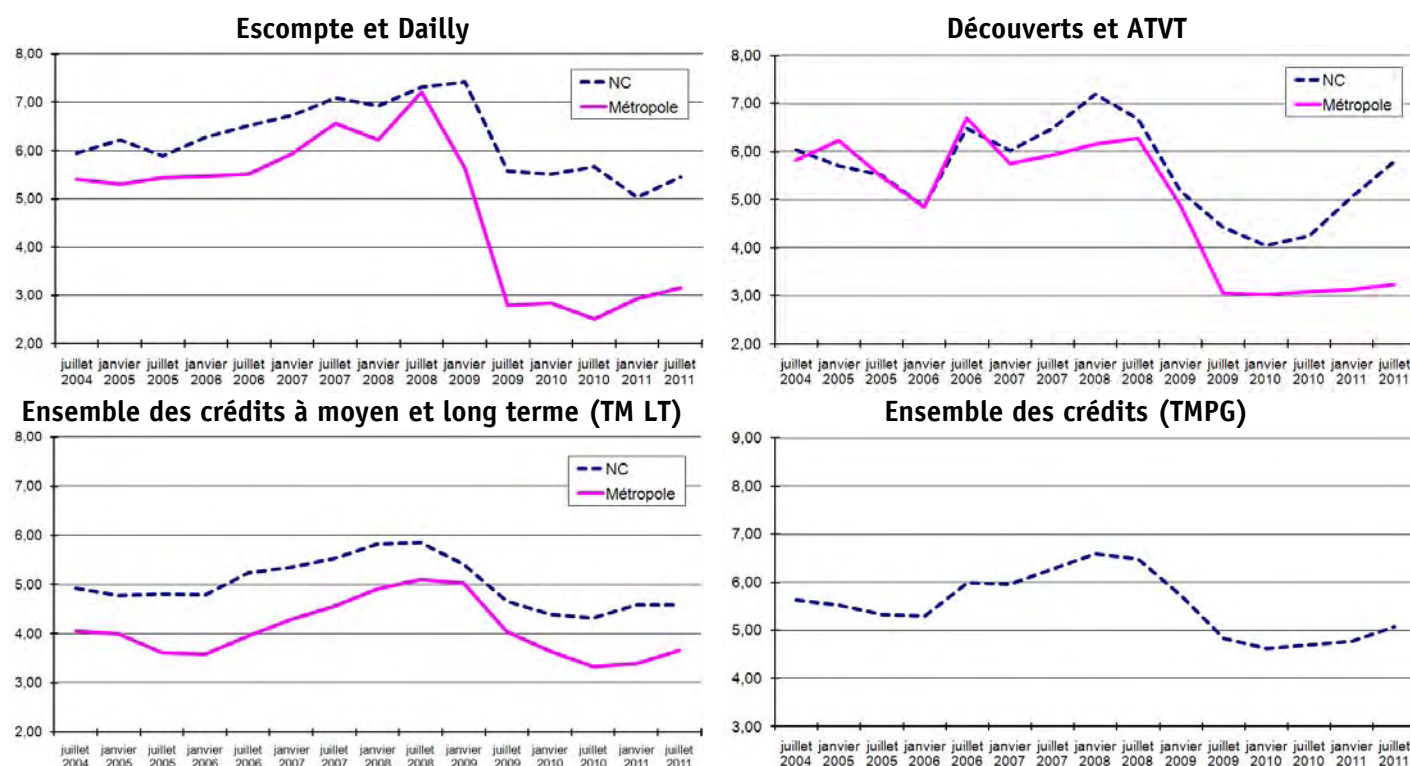
Le coût du crédit aux entreprises – juillet et août 2011

L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises réalisée sur les mois de juillet et août 2011 fait ressortir une remontée du coût du crédit pour les entreprises au premier semestre. La hausse des taux moyens pondérés concerne l'ensemble des catégories de crédit, à l'exception des crédits à moyen et long terme qui demeurent stables. Les mêmes tendances sont également observées en métropole.

Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux pondérés constatés	Enquête de juillet / août 2009	Enquête de janvier / février 2010	Enquête de juillet / août 2010	Enquête de janvier / février 2011	Enquête de juillet / août 2011	Variations en points	
						sur douze mois	sur 6 mois
Escompte	5,57 %	5,52 %	5,66 %	5,03 %	5,45 %	- 0,21 pt	+ 0,42 pt
Découvert et ATVT*	4,42 %	4,06 %	4,24 %	5,05 %	5,79 %	+ 1,55 pt	+ 0,74 pt
Autres court terme	4,72 %	4,61 %	4,80 %	3,84 %	4,78 %	- 0,02 pt	+ 0,94 pt
Ensemble court terme	4,94 %	4,77 %	4,94 %	4,89 %	5,46 %	+ 0,52 pt	+ 0,57 pt
Moyen et long terme	4,65 %	4,39 %	4,32 %	4,58 %	4,58 %	+ 0,26 pt	+ 0,00 pt
TMP global	4,83 %	4,62 %	4,70 %	4,77 %	5,07 %	+ 0,37 pt	+ 0,30 pt
déclarations (nb)	2 216	1 743	2 077	1 490	2 004	-3,5%	34,5%

* Achats et ventes à tempérament



Le coût du crédit aux particuliers – juillet et août 2011

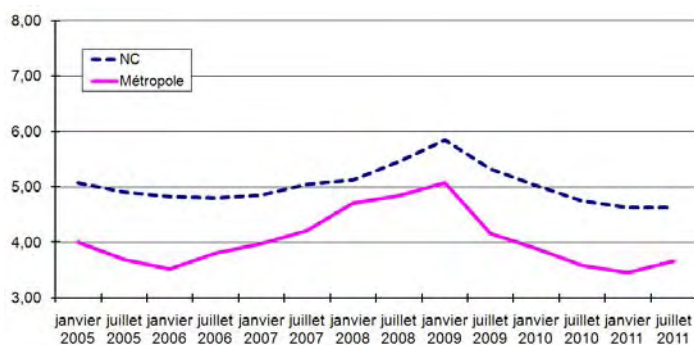
L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux particuliers réalisée sur les mois de juillet et août 2011, fait ressortir une baisse des taux des différentes catégories de crédit, à l'exception des prêts immobiliers qui restent stables. L'écart avec la métropole, qui s'établit habituellement autour de 1 point supérieur, tend à s'atténuer.

Evolution du coût du crédit net aux particuliers

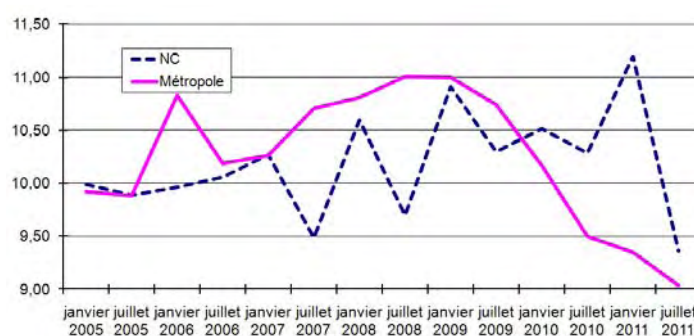
Taux pondérés constatés	Enquête de juillet / août 2009	Enquête de janvier / février 2010	Enquête de juillet / août 2010	Enquête de janvier / février 2011	Enquête de juillet / août 2011	Variations en points	
						sur douze mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers	5,32 %	5,02 %	4,75 %	4,63 %	4,63 %	- 0,12 pt	+ 0,00 pt
Prêts personnels < 181920 F CFP	17,03 %	17,17 %	17,91 %	18,28 %	–	n.s.	n.s.
Découverts et ATVT	10,30 %	10,51 %	10,28 %	11,20 %	9,36 %	- 0,92 pt	- 1,84 pt
Prêts personnels > 181920 F CFP	7,38 %	6,99 %	6,44 %	6,15 %	6,06 %	- 0,38 pt	- 0,09 pt
TMPG	6,40 %	6,21 %	5,85 %	5,74 %	5,61 %	- 0,24 pt	- 0,13 pt
déclarations (nb)	4 415	4 316	5 295	4 159	5 603	5,8%	34,7%

* Achats et ventes à tempérament

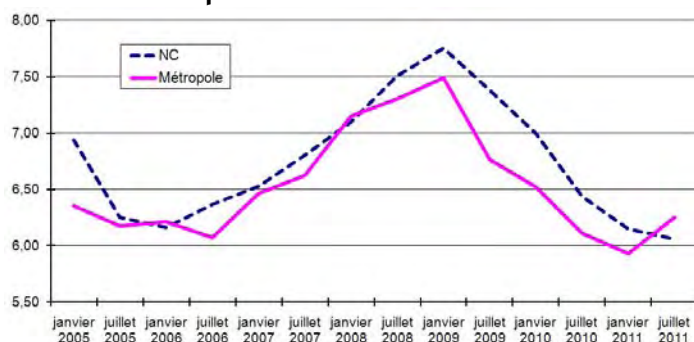
Prêts immobiliers



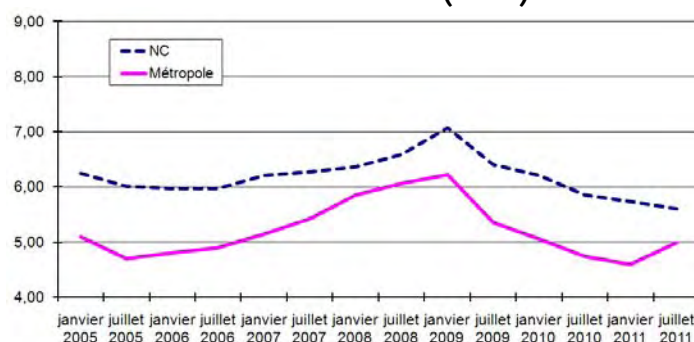
Découverts



Prêts personnels > 181 920 F CFP



Ensemble des crédits (TMPG)



2 – Actualité régionale

Australie : des mesures pour faciliter les transferts d'argent des migrants

Le gouvernement australien a débloqué la somme de 3,5 millions de dollars pour améliorer les dispositifs de transferts de fonds des particuliers. Des négociations ont aussi été menées avec les banques WestPac et ANZ, afin d'abaisser les coûts des transferts de fonds vers les pays du Pacifique. Ils sont aujourd'hui estimés à 9 % du montant des opérations. En association avec le gouvernement néo-zélandais, un site internet (www.sendmoneypacific.org), comparant les tarifs des opérateurs effectuant des virements internationaux dans la zone, a été créé.

Pour mémoire, à Tonga ou au Samoa, les flux issus de ces transferts sont estimés à un montant variant entre 20 et 30 % du PIB.

23^e sommet de l'APEC (Coopération Economique Asie-Pacifique) à Hawaï

Le 23^e sommet de la Coopération Economique Asie-Pacifique (APEC), s'est tenu à Honolulu, Hawaï du 7 au 13 novembre 2011. Créé en 1989, l'APEC regroupe 21 pays de la zone Asie-Pacifique répartis sur 4 continents, et a pour objectif de faciliter les échanges commerciaux entre ses pays membres. Le principal enjeu de ce sommet porte sur la signature par l'ensemble des membres d'un accord de libre-échange. L'entrée en vigueur de cet accord pourrait intervenir dès 2012.

Adhésion du Vanuatu à l'OMC

L'archipel du Vanuatu a officiellement été accueilli au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à la fin du mois d'octobre 2011 lors de son Conseil Général qui se tenait à Genève. Le Parlement du Vanuatu doit ratifier les textes relatifs à cette adhésion avant le 31 décembre de l'année 2011. L'archipel deviendra le 154^e membre plein de cette organisation.

3 – Brèves locales

Une hausse annuelle des prix prononcée

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) enregistre au 30 septembre 2011 une variation de 1,3 % sur le trimestre et de 3,9 % sur l'année. Les principaux postes à l'origine de cette hausse sont l'énergie (+10,7 %) et l'alimentation (+3,9 %). Les activités de service corrélées à ces postes subissent également des hausses notables : +12 % pour la restauration, +4,5 % pour le transport.

A titre de comparaison, la hausse des prix constatée sur les 12 derniers mois en Nouvelle-Calédonie est de 2,3 % et de 2,2 % en France métropolitaine.

L'activité économique locale stimulée par de nouveaux marchés publics

La commande publique offre de bonnes perspectives de soutien à l'économie locale, et particulièrement dans le secteur du BTP. Ainsi, les travaux de réhabilitation du Lycée d'Etat de Mata'Utu ont débuté le mois dernier, pour 305 millions de F CFP. Le marché de la salle omnisport de Kafika, d'un budget global de 535 millions de F CFP, a par ailleurs été récemment attribué : les travaux débuteront fin janvier 2012 pour une durée d'exécution fixée à 1 an.

Enfin, un appel d'offre vient d'être lancé sur concours du X^e FED, pour la rénovation des écoles primaires touchées par le cyclone Tomas à Futuna. L'activité du secteur du BTP devrait ensuite être assurée par les marchés de construction, de rénovation et d'aménagement des sites sportifs qui accueilleront les mini-jeux de 2013.

Création de la Caisse des Prestations Sociales de Wallis-et-Futuna

L'arrêté n°2011-377 du 12 octobre 2011 a officialisé l'adoption des statuts de la Caisse des Prestations Sociales de Wallis-et-Futuna (CPS WF). Cette caisse est issue de l'unification de la Caisse Locale de Retraite (CLR) et de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales (CCPF). La raison principale de ce rapprochement tient aux difficultés de gestion engendrées par la coexistence des 2 organismes, disposant de statuts et de budgets distincts.

La nouvelle caisse unifiée, qui assurera une gestion en comptes distincts des prestations retraite et familiales, sera mise en place au 1^{er} janvier 2012.

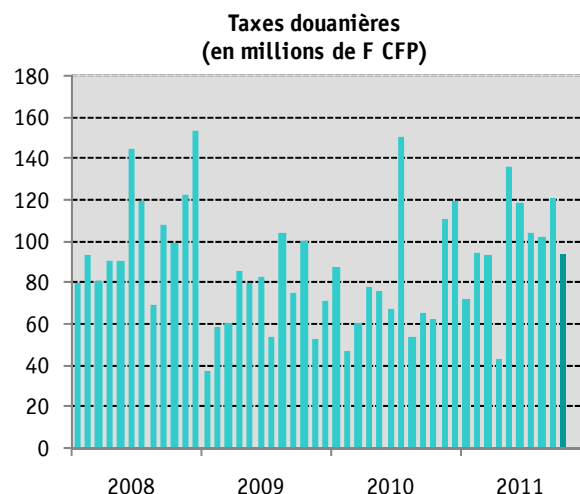
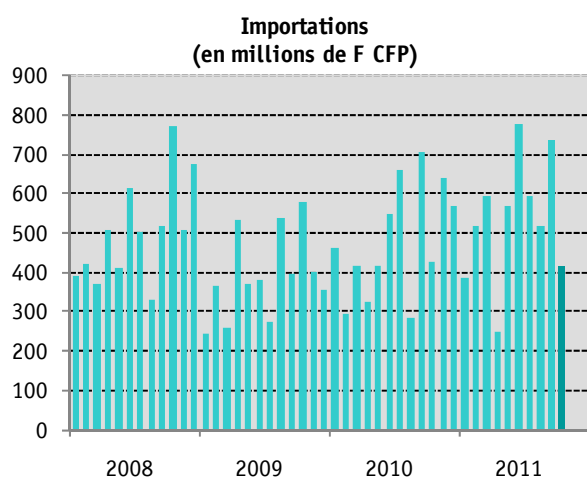
Réduction de la tarification internet

Une réduction des tarifs internet à haut débit a été votée lors de la session extraordinaire de l'Assemblée territoriale en octobre dernier. Cette baisse de 30 % en moyenne est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2011 (arrêté n°2011-373 du 12 octobre 2011). L'ancienne tarification a été revue à la baisse compte tenu du nombre important d'abonnés (1 144), sensiblement supérieur aux objectifs initialement prévus.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3 ^e trim-11	108,55	-	3,9%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		mars-11	1 969	-	-1,9%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	oct-11	419	-42,9%	-4,1%
	cumulées	oct-11	5 411	-	17,8%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	oct-11	93	-22,3%	42,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	oct-11	976	-	30,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	oct-11	343	-	9,0%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-11	1 592	-1,3%	-0,5%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	622	-7,4%	-4,8%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-11	156	-10,9%	-2,6%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	sept-11	2 454	-7,8%	-4,5%
	cumulé	sept-11	21 391	-	13,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	sept-11	1 200	-9,6%	-21,4%
	cumulé	sept-11	10 176	-	6,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	oct-11	4	33,3%	0,0%
	cumulées	oct-11	30	-	7,1%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-11	5	-44,4%	-70,6%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

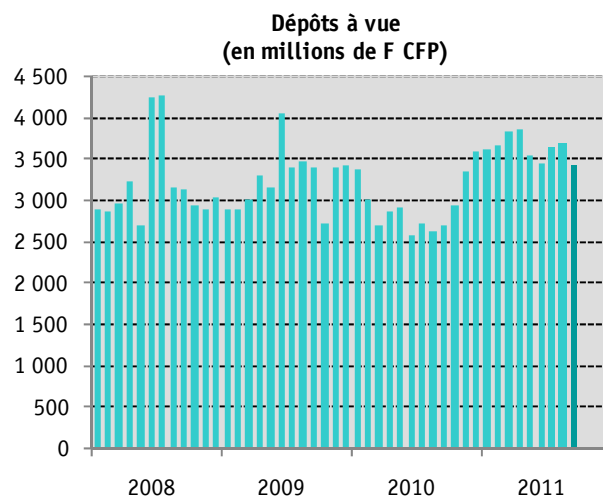
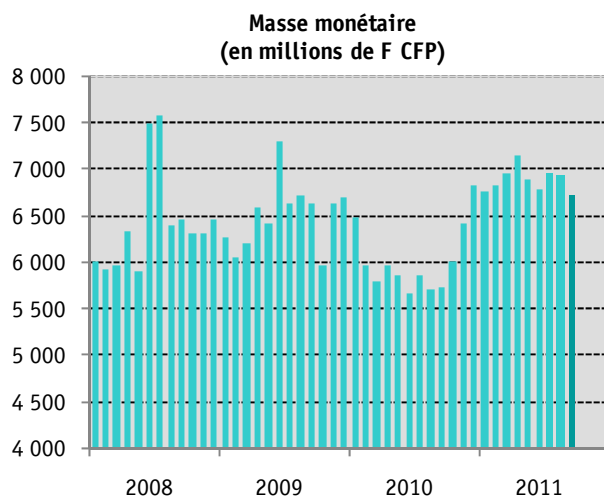


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Fort progression annuelle de la masse monétaire sous l'effet de la hausse des dépôts à vue

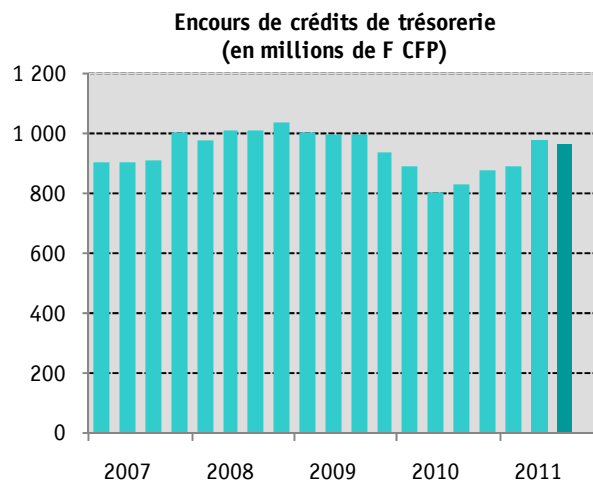
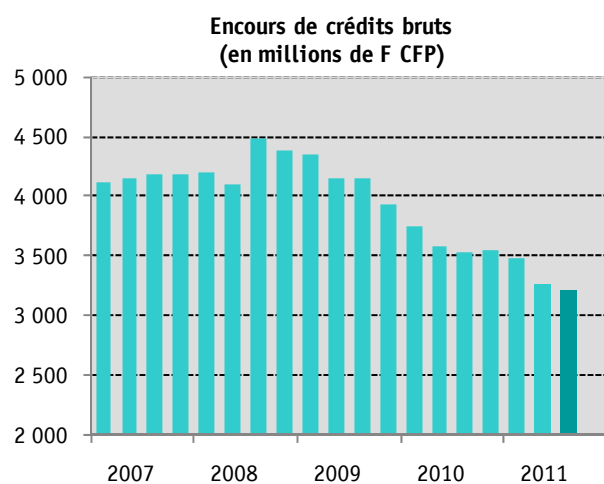
en millions de F CFP	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	1 975	2 056	2 103	2,3%	6,5%
Dépôts à vue	2 689	3 682	3 419	-7,1%	27,2%
Total M1	4 663	5 738	5 522	-3,8%	18,4%
M2-M1	543	575	569	-1,1%	4,8%
Total M3	5 722	6 935	6 719	-3,1%	17,4%



Concours de caractère bancaire

Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés, à l'exception des crédits de trésorerie

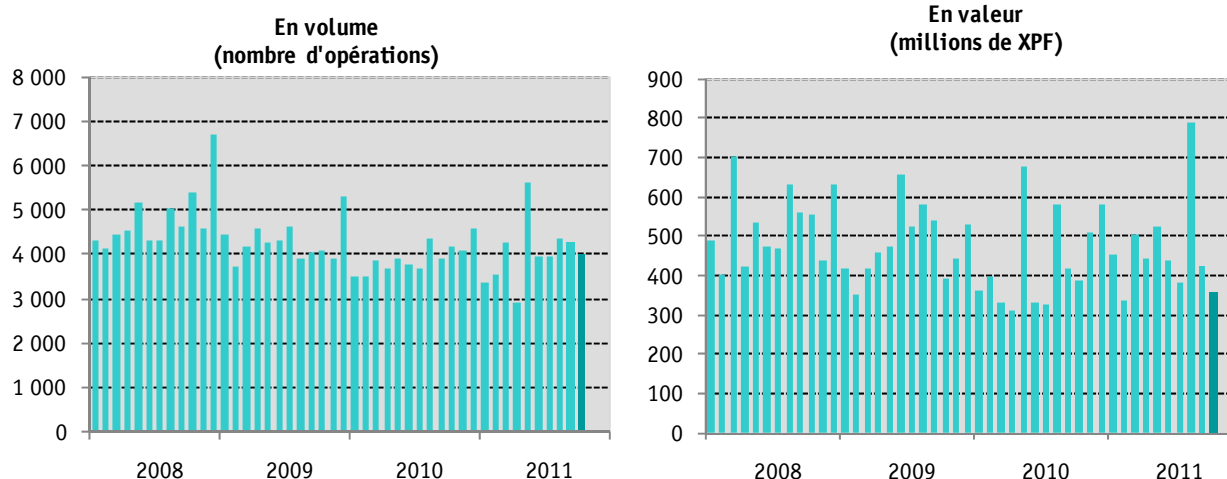
en millions de F CFP	sept-09	sept-10	sept-11	▲/an
Crédits de trésorerie	995	826	961	16,3%
Crédits à l'équipement	1 503	1 325	1 097	-17,2%
Crédits à l'habitat	507	374	366	-1,9%
Autres crédits	378	230	197	-14,3%
Sous total	3 383	2 754	2 621	-4,8%
Créances douteuses brutes	763	777	592	-23,8%
Total	4 146	3 531	3 214	-9,0%



Compensation

Diminution des opérations de compensation sur le mois

	oct-10	sept-11	oct-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 156	4 289	3 995	40 272	-6,9%	-3,9%
Compensation (en millions de F CFP)	388	421	356	4 651	-15,5%	-8,2%



Incidents bancaires

Forte hausse annuelle des incidents de paiement par chèque

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	56	166	206	970	24,1%	267,9%
Retraits de cartes bancaires	0	0	1	9	0,0%	-

Interdits bancaires

Nouvelle progression sur le mois du nombre de personnes en situation d'interdiction bancaire

en nombre	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	450	415	429	3,4%	-4,7%
- dont personnes physiques	438	406	421	3,7%	-3,9%
- dont personnes morales	12	9	8	-11,1%	-33,3%

Cotation

Diminution du nombre de cotes éligibles sur l'année

en nombre	oct-10	sept-11	oct-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	40	17	25	47,1%	-37,5%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	12	3	6	100,0%	-50,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3 ^e trim	104,50	108,55	3,9%
Entreprises				
nombre d'entreprises	septembre	475	512	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	septembre	12	8	-33,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	octobre	624	788	26,1%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	octobre	89	96	7,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	52	68	30,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 007	1 969	-1,9%
dont secteur privé	mars	811	788	-2,8%
dont secteur public	mars	1 196	1 181	-1,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	486	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	septembre	438	421	-3,9%
décision retrait cartes bancaires	septembre	0	1	-
incidents paiements sur chèques	septembre	56	206	267,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	octobre	1 445	1 427	-1,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	octobre	581	775	33,5%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	octobre	188	255	35,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	42	64	-34,4%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	octobre	4 531	5 356	18,2%
exportations	octobre	0	20	ns
recettes douanières	octobre	1 071	1 330	24,2%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	octobre	747	976	30,6%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	octobre	315	343	9,0%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	septembre	2 689	3 419	27,2%
M1	septembre	4 663	5 522	18,4%
M2	septembre	5 206	6 091	17,0%
Dépôts à terme	septembre	516	628	21,6%
M3	septembre	5 722	6 719	17,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
septembre		3 531	3 214	-9,0%
Ménages	septembre	1 219	1 298	6,4%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	846	977	15,5%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	374	321	-14,2%
Entreprises	septembre	1 116	955	-14,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	64	66	2,3%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	1 002	808	-19,4%
<i>dont crédits à la construction</i>	septembre	-	-	-
Collectivités locales	septembre	322	289	-10,2%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	96	80	-17,0%
créances douteuses brutes	septembre	777	592	-23,8%
taux de créances douteuses	septembre	22,0%	18,4%	- 3,6 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 990	2 809	-6,1%
Sociétés	septembre	1 302	1 331	2,2%
Autres agents	septembre	3 888	3 499	-10,0%
dont assurances-vie	septembre	883	947	7,2%

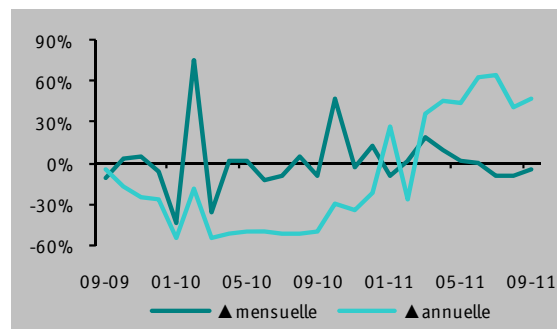
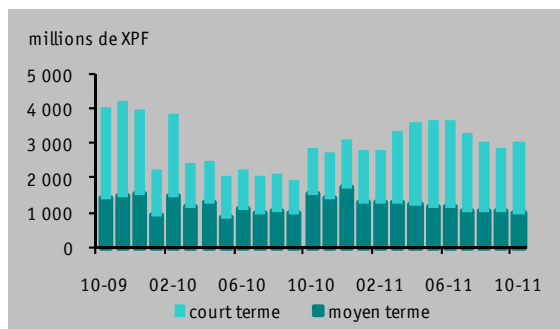
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression sensible du refinancement à court terme

en millions de F CFP	oct-10	sept-11	oct-11	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 490	1 803	2 080	15,3%	39,6%
Utilisations à moyen terme	1 226	1 000	927	-7,3%	-24,4%
Refinancement total	2 716	2 803	3 006	7,2%	10,7%



Cotation

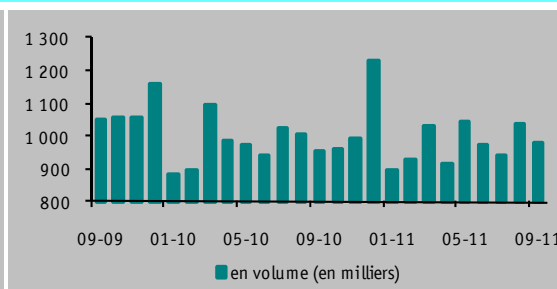
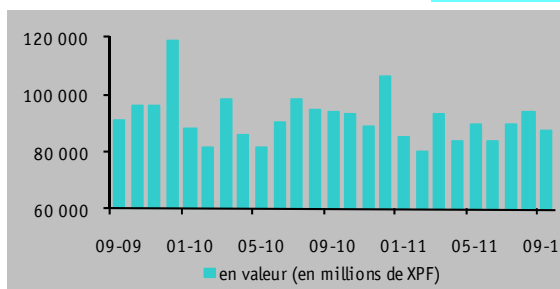
Augmentation du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	oct-10	sept-11	oct-11	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	6 288	6 898	7 049	2,2%	12,1%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	<i>1 137</i>	<i>1 358</i>	<i>1 172</i>	<i>-13,7%</i>	<i>3,1%</i>
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 398	1 487	1 537	3,4%	9,9%

Compensation

Repli des valeurs compensées en septembre tant en volume qu'en valeur

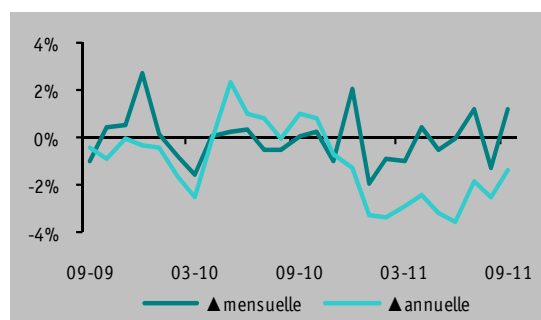
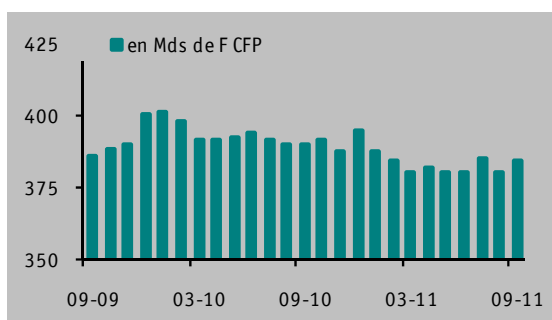
	août-11	sept-11	▲/mois	Cumul 2011	▲ cumul/an
Nombre	1 036 484	980 914	-5,4%	8 741 172	-0,1%
Montant (millions de F CFP)	94 035	87 658	-6,8%	787 138	-3,2%



Masse monétaire

Hausse de M3 sur le mois, mais repli sur l'année

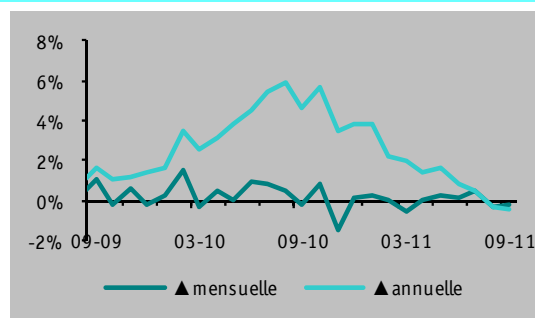
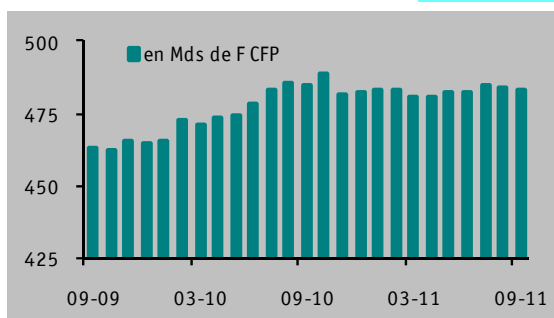
en millions de F CFP	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 345	14 693	14 846	1,0%	3,5%
Dépôts à vue	150 933	149 322	150 885	1,0%	0,0%
Comptes sur livrets	109 385	102 103	101 032	-1,0%	-7,6%
Comptes d'épargne logement	221	307	305	-0,7%	38,1%
Dépôts à terme	110 829	110 589	113 542	2,7%	2,4%
Autres	4 101	2 630	3 696	40,5%	-9,9%
Total M3	389 814	379 643	384 306	1,2%	-1,4%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours global des crédits en septembre

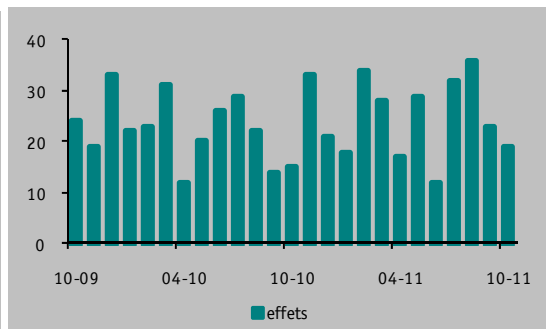
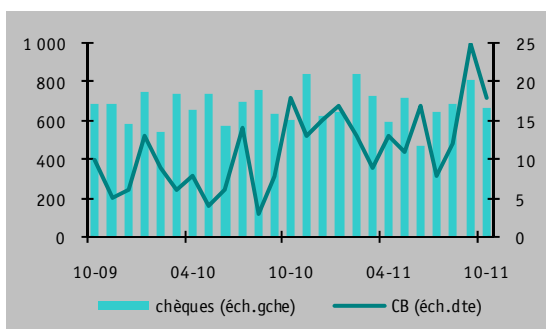
en millions de FCFP	sept-10	août-11	sept-11	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	139 128	133 780	134 420	0,5%	-3,4%
Crédits d'équipement	61 986	62 734	62 598	-0,2%	1,0%
Crédits à l'habitat	154 919	158 036	158 552	0,3%	2,3%
Autres crédits	80 694	72 206	70 996	-1,7%	-12,0%
Créances dout. brutes	47 994	57 000	56 307	-1,2%	17,3%
Total CCB	484 721	483 756	482 873	-0,2%	-0,4%



Incidents de paiement

Repli des incidents de paiement sur le mois

en nombre	oct-10	sept-11	oct-11	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	639	861	702	-18,5%	9,9%
- sur chèques	606	813	665	-18,2%	9,7%
- sur effets	15	23	19	-17,4%	26,7%
- retraits de cartes bancaires	18	25	18	-28,0%	0,0%



Interdits bancaires

Nouvelle baisse des interdits bancaires tant sur le mois que sur l'année

en nombre	oct-10	sept-11	oct-11	/mois	/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 769	3 583	3 526	-1,6%	-6,4%
- dont personnes physiques	3 333	3 154	3 107	-1,5%	-6,8%
- dont personnes morales	436	429	419	-2,3%	-3,9%

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Présentation du projet de budget 2012

Mi-novembre, le gouvernement a présenté son projet de budget pour 2012. Il prévoit 135 milliards de F CFP de dépenses, dont 107 en fonctionnement et 28 en investissement. Les dépenses de personnel devraient diminuer de 2,84 %, à 31 milliards de F CFP, sans diminution des effectifs. Côté recettes, de nouvelles taxes sont créées, à l'instar de la taxe de 1 % sur les équipements électriques importés (TEEI), en vigueur depuis le 1^{er} octobre, ou de la taxe sur les droits d'importation des pays européens (entre 3 et 8 % selon les produits). En outre, sont prévus le relèvement de la taxe sur le produit net bancaire qui passe de 2 à 3 %, l'abaissement de la franchise postale de 30 000 à 10 000 F CFP, avec une taxation de 5 % sur les colis d'une valeur comprise entre 10 000 et 30 000 F CFP, et l'augmentation du prix du tabac d'environ 2 %.

Prix des hydrocarbures

Augmentation au 11 novembre 2011

En raison de la hausse du coût d'approvisionnement constaté sur les dernières livraisons d'hydrocarbures en Polynésie française, le gouvernement a décidé de revaloriser de 2 % le prix des produits commercialisés (essence à la pompe, gaz butane, pétrole lampant à usage domestique).

Protection sociale

Participation du Pays au financement du budget 2012

Dans le cadre de la préparation des budgets 2012 de la protection sociale, le gouvernement a dévoilé le montant de sa contribution qui s'élève à 24 milliards de F CFP. 2 milliards devraient être alloués au Régime général des salariés (Fonds social de la retraite, prise en charge des déficits antérieurs à 2010), 300 millions au Régime des non-salariés et le reste au Régime de solidarité. Pour ce dernier, le financement devrait provenir d'une subvention (5,57 milliards de F CFP) et surtout de recettes fiscales spécialement affectées (16,2 milliards de F CFP).

Transport aérien

Départ du PDG de Air Tahiti Nui

Cedric Pastour, dont le mandat prend fin en décembre 2011, n'a pas été renouvelé dans ses fonctions. Il sera remplacé par Etienne Howan, actuellement secrétaire général de la compagnie.

Au cours de l'année passée à la tête d'Air Tahiti Nui, Cedric Pastour a pu renégocier les contrats de location des avions, lancer le projet de réfection des cabines et réaménager le plan de vol avec 4 appareils au lieu de 5. Il annonce également, pour la fin de l'année, la réduction du capital social d'ATN (« coup d'accordéon ») et son intégration à une alliance aérienne internationale.

Réduction du plan de vol de Air Tahiti

En proie à des difficultés financières, Air Tahiti, compagnie locale qui dessert les lignes intérieures polynésiennes, devrait terminer l'exercice 2011 avec un déficit de 400 millions de F CFP. Afin de limiter ses pertes, la compagnie a décidé de ne plus desservir certaines îles, estimées trop peu rentables. A partir de janvier 2012, six îles seront concernées : Ua Pou et Ua Huka aux Marquises, Apataki, Puka Puka, Fakahina et Takume aux Tuamotu.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : prix

Hausse de 0,4 % de l'indice des prix à la consommation au troisième trimestre 2011

En septembre 2011, l'indice des prix à la consommation augmente de +0,4 % par rapport au trimestre précédent, en net ralentissement (+ 1 % en juin et + 0,8 % en mars). En rythme annuel, il enregistre + 4,6 % contre + 5,3 % au deuxième trimestre.

Le 27 octobre 2011, la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) a pourtant décidé de ne pas modifier son principal taux directeur, l'Official cash rate (2,50 %). Elle estime que l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation reste impactée par la hausse du taux de TVA de décembre dernier.

Australie : politique monétaire

La RBA abaisse le taux du cash rate

Lors de sa réunion mensuelle, le 1^{er} novembre 2011, la Reserve Bank of Australia (RBA) a abaissé son principal taux directeur, le cash rate, de 25 points de base, de 4,75 % à 4,50 %. Elle fonde sa décision sur son appréciation moins négative de l'environnement international (perspectives sur la croissance américaine, gestion de la dette publique de la zone euro, évolution des cours des matières premières) et sur la bonne tenue de l'économie australienne. En effet, le taux de chômage ressort en baisse en octobre, à 5,2 % contre 5,3 % le mois précédent. En outre, l'inflation, qui avait fortement progressé sur la première moitié de l'année (+ 5,3 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2011) en raison des perturbations climatiques, devrait, selon la RBA, retrouver une fourchette comprise entre 2 et 3 % à l'horizon 2012-2013.

Les indicateurs de référence

		date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)		oct. 11	103,9	105,5	105,6	0,1%	1,7%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)		août 11	121,9	117,8	117,8	0,0%	-3,4%
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	sept. 11	1 189	1 416	1 032	-27,1%	-13,2%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	sept. 11	13 753	13 715	12 729	-7,2%	-7,4%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)		sept. 11	2 012	2 105	2 015	-4,3%	0,2%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)		sept. 11	168	126	134	6,3%	-20,2%
	<i>Camions</i>	sept. 11	6	4	3	-25,0%	-50,0%
	<i>Camionnettes</i>	sept. 11	162	122	131	7,4%	-19,1%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)		sept. 11	461	429	429	0,0%	-6,9%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)		sept. 11	1 960	2 002	2 033	1,6%	3,8%
Importations de produits alimentaires (M CFP)		sept. 11	3 012	3 265	2 957	-9,4%	-1,8%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)		sept. 11	369	299	345	15,4%	-6,5%
Personnes physiques en interdiction bancaire		sept. 11	3 417	3 161	3 154	-0,2%	-7,7%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)		sept. 11	692	816	559	-31,5%	-19,2%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)		sept. 11	76	88	89	1,2%	17,4%
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)		sept. 11	109	64	43	-33,2%	-60,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)		sept. 11	204	136	143	5,2%	-29,9%
Industrie							
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)		sept. 11	19	1	2	151,2%	-90,3%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)		sept. 11	51	125	70	-44,0%	38,0%
Tourisme							
Nombre de touristes		août 11	15 087	16 858	15 372	-8,8%	1,9%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)		oct. 11	71,1%	63,6%	60,1%	-3,5 pts	-11 pts
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	sept. 11	58 620	56 630	56 325	-0,5%	-3,9%
	<i>Comptes sur livret</i>	sept. 11	103 038	96 605	95 465	-1,2%	-7,3%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept. 11	50 687	56 820	57 805	1,7%	14,0%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	sept. 11	76 963	79 448	76 147	-4,2%	-1,1%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept. 11	44 608	42 531	43 345	1,9%	-2,8%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept. 11	85 926	80 155	80 344	0,2%	-6,5%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	sept. 11	131 965	135 980	136 857	0,6%	3,7%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept. 11	51 034	51 773	52 324	1,1%	2,5%
	<i>Crédits d'équipement</i>	sept. 11	52 834	53 906	53 949	0,1%	2,1%
Créances douteuses							
<i>Créances douteuses brutes</i>		sept. 11	47 409	56 948	56 500	-0,8%	19,2%
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE										
	taux		date d'effet							
taux de la facilité de dépôt	0,50%		09/11/2011							
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,25%		09/11/2011							
taux de la facilité de prêt marginal	2,00%		09/11/2011							
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER										
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte							
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%								
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%							
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,75% à 6,20% (Taux SGFGAS à partir du 01/09/2011)							
taux de la facilité de prêt marginal	09/11/2011	2,00%								
taux de l'escompte de chèques	09/11/2011	2,00%								
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE										
taux d'intérêt en fin de mois										
	28/10/2011	30/09/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire		taux	date d'effet	
EONIA	0,9190%	1,4630%	- 0,544 pt	0,8170%	+ 0,102 pt	banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001	
EURIBOR 1 mois	1,3660%	1,3560%	+ 0,010 pt	0,7820%	+ 0,584 pt	banques locales				
EURIBOR 3 mois	1,5920%	1,5540%	+ 0,038 pt	1,0060%	+ 0,586 pt	taux d'intérêt légal		taux	JORF	
EURIBOR 6 mois	1,7930%	1,7530%	+ 0,040 pt	1,2270%	+ 0,566 pt	année 2011		0,38%	03/02/2011	
EURIBOR 12 mois	2,1290%	2,0840%	+ 0,045 pt	1,5070%	+ 0,622 pt	année 2010		0,65%	11/02/2010	
taux d'intérêt en moyenne mensuelle										
	28/10/2011	30/09/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions				
TEMPE	0,9835%	0,9963%	- 0,013 pt	0,4902%	+ 0,429 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average				
EURIBOR 1 mois	1,3640%	1,3470%	+ 0,017 pt	0,8110%	+ 0,553 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA				
EURIBOR 3 mois	1,5750%	1,5360%	+ 0,039 pt	1,0220%	+ 0,553 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate				
EURIBOR 6 mois	1,7760%	1,7360%	+ 0,040 pt	1,2510%	+ 0,525 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)				
EURIBOR 12 mois	2,1100%	2,0670%	+ 0,043 pt	1,5260%	+ 0,584 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)				
TMO	3,2200%	2,9100%	+ 0,310 pt	3,5900%	- 0,370 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)				
TME	3,0200%	2,7100%	+ 0,310 pt	3,3900%	- 0,370 pt					
TRBOSP	3,2700%	2,9300%	+ 0,340 pt	3,6500%	- 0,380 pt					
taux des euro-monnaies										
devise	USD			JPY			GBP			
date	28/10/2011	30/09/2011	31/12/2010	28/10/2011	30/09/2011	31/12/2010	28/10/2011	30/09/2011	31/12/2010	
taux JJ	0,125%	0,180%	0,230%	0,055%	0,070%	0,080%	0,625%	0,485%	0,490%	
3 mois	0,520%	0,945%	0,476%	0,325%	0,795%	0,110%	0,970%	1,190%	0,820%	
10 ans emprunts phares	2,330%	1,940%	3,310%	1,040%	1,040%	1,120%	2,610%	2,430%	3,400%	
TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2011)										
Prêts aux particuliers				seuil de lusura		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF				16,62%
Prêts immobiliers						Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF				10,10%
Prêts immobiliers						Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				seuil de lusura
Prêts à taux fixe				6,23%		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament				9,61%
Prêts à taux variable				5,61%		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable				5,52%
Prêts-relais				6,28%		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe				6,36%
Autres crédits aux particuliers						Découverts en compte (1)				13,84%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF				21,03%		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans				6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF				19,27%						
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF				12,76%		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF				18,16%						
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF				11,65%		Découverts en compte (1)				13,84%
(1) y compris commission du plus fort découvert										
TAUX DE CHANGE										
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR										
Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	85,2309	1 NZD/XPF	69,2863	1 HKD/XPF	10,9745	1 GBP/XPF	136,6759	
100 JPY/XPF		1 AUD/XPF	90,2319	1 SGD/XPF	68,2286	100 VUV/XPF	93,5489	1 FJD/XPF	49,3066	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : novembre 2011 – Achievé d'imprimer le 14 novembre 2011 – N°ISSN 1955-8376

